



Bilan agricole 2018 en Bretagne

Chute du prix du porc, légère hausse en lait, cours des céréales plus élevés

En 2018, les mauvaises conditions météorologiques font chuter les rendements des grandes cultures. De ce fait, les cours des céréales progressent, défavorisant les filières animales, pour lesquelles le coût des aliments augmente. Dans un contexte de production mondiale importante et de demande insuffisante, le prix du porc reste faible toute l'année. Concernant la volaille, les abattages de poulets s'accroissent, mais les exportations reculent, tandis que les volumes et les prix des œufs diminuent après la très bonne année 2017. Sur le marché des gros bovins, les cotations varient très peu, face à des abattages stables. S'agissant du lait, la conjoncture est plutôt favorable, avec une légère augmentation des prix. En ce qui concerne les légumes, les prix sont généralement meilleurs au second semestre qu'au premier.

Céréales : baisse des rendements et hausse des prix

La météo 2018 en Bretagne, comme en France, se caractérise par des températures supérieures aux normales, excepté en février-mars, avec un été caniculaire, et un déficit pluviométrique discontinu. En début d'année, les cultures de la région prennent du retard. Des pertes sur plants sont observées dans les zones hydromorphes pour les céréales à paille. Les semis de maïs débutent seulement fin avril. La pluviométrie est particulièrement déficitaire en été. Les conditions sèches à la récolte sont bénéfiques pour la qualité des céréales à paille. Mais l'excès d'eau en hiver et au printemps pèse sur leurs rendements. En revanche, celui du maïs grain est correct, grâce à des pluies arrivées au bon moment. Sa récolte s'achève avec 15 jours d'avance.

Après une année 2017 favorable aux grandes cultures, les **rendements des céréales à paille** chutent de 11 % en un an et de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale. Comparés à 2013-2017, les rendements perdent 7 q/ha pour le blé (68 q/ha), 6 q/ha pour l'orge (65 q/ha) et 9 q/ha pour le triticale (54 q/ha). Le rendement du **maïs grain** (93 q/ha) faiblit plus modérément (- 0,8 %) et dépasse de 7 % la moyenne quinquennale.

En 2018, la **production céréalière** globale recule de 10 %. Celle des céréales à paille se réduit de 14 % par rapport à 2017 et de 12 % par rapport à la moyenne 2013-2017, sous l'effet de la baisse des rendements, mais aussi des surfaces (- 3 %). La sole diminue très légèrement pour le blé (297 000 ha) et le triticale (16 000 ha). Elle recule plus fortement pour l'orge (96 400 ha). L'évolution de la production est positive en revanche pour le maïs grain (+ 1,2 %), dont la sole croît de 2 %.

La production en **oléagineux** décroît de 9 %, en raison de la baisse des rendements (- 16 %), malgré l'augmentation des surfaces de 8 % (54 500 ha).

Les surfaces en **protéagineux** (8 000 ha) reculent après quatre années de hausse et leurs rendements fléchissent, entraînant un repli de la production de 28 %.

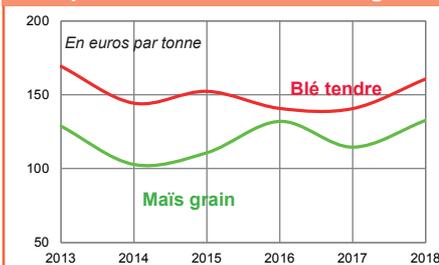
La production de céréales se replie en France, comme sur le marché mondial, suite à la sécheresse, tandis que la demande mondiale continue de progresser, sous l'effet de l'accroissement de la population. Dans ce contexte, les prix des céréales remontent en 2018. En Bretagne, entre juin 2018 (fin de campagne 2017-2018) et décembre 2018, le **prix de base des céréales** augmente de 14 % pour le blé et l'orge, de 16 % pour le maïs grain et de 19 % pour le triticale. Comparés aux moyennes des cinq dernières campagnes, les prix gagnent de 7 % à 15 %. La hausse des prix des céréales, répercutée sur le coût de l'alimentation animale, défavorise les secteurs de l'élevage.

Des légumes mieux valorisés au second semestre qu'au premier

Au premier semestre 2018, le **chou-fleur** breton pâtit d'abord d'une consommation nationale timide et de la concurrence italo-espagnole, puis l'export relance le commerce. En moyenne sur la campagne 2017-2018, le prix descend à 0,50 €/tête, soit 9 % de moins que la moyenne des cinq dernières campagnes, pour une production inférieure de 15 %. Au second semestre, les cours sont bien orientés l'été du fait du retard de la production bretonne, puis ils chutent avant de se ressaisir en fin d'année. À partir d'octobre, les opérations « gilets jaunes » entraînent des difficultés de commercialisation et de livraison au niveau national.

L'année 2018 est exceptionnellement difficile pour les **tomates**, avec plusieurs pé-

Le prix des céréales en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Les principales productions en 2018

	Bretagne 2017	Bretagne 2018	Évolution 2018/2017 (%)	Part Bretagne/ France(%)
Productions végétales (tonnes)				
- Blé	2 349 677	2 024 701	- 13,8	2018 6
- Maïs grain	1 128 072	1 142 059	1,2	9
- Orge	744 069	625 204	- 16,0	6
- Triticale	164 398	140 643	- 14,4	10
- Autres céréales	97 418	85 010	- 12,7	2
- Oléagineux	199 146	181 634	- 8,8	3
- Maïs fourrage	4 523 124	4 197 781	- 7,2	2017* 24
- Choux-fleurs	222 129	216 462	- 2,6	83
- Tomates	216 920	169 547	- 21,8	28
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 442	5 391	- 0,9	23
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
- Bovins - 12 mois	65 368	63 264	- 3,2	2018 33
- Gros bovins	255 682	255 857	0,1	20
- Porcs	1 282 495	1 293 288	0,8	59
- Gallus	360 431	377 109	4,6	33
- Dindes	132 400	129 951	- 1,8	39
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
- Œufs de consommation	6 161 980	5 944 460	- 3,5	2017* 43

*Informations France non disponibles pour 2018

Source : Agreste Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2017 définitive, 2018 provisoire), enquêtes auprès des laiteries, enquête auprès des abattoirs

riodes de crise conjoncturelle, liées à un manque de consommation au printemps, dû à la météo, à une offre importante en été et à une forte concurrence internationale à l'automne. L'offre bretonne régresse de 19 % comparée à la moyenne quinquennale et le prix moyen annuel de la tomate grappe, à 0,98 €/kg, perd 16 %. La conjoncture est moyennement satisfaisante en **artichauts Camus**. L'offre annuelle se réduit de plus d'un tiers par rapport à la moyenne des cinq dernières années, à un prix annuel plus élevé de 17 % (0,70 €/kg).

La saison est moins mauvaise que celle de l'an dernier pour les **pommes de terre primeur** : l'offre est inférieure de 28 % à la moyenne quinquennale, à un prix annuel (0,48 €/kg) supérieur de 8 % au prix moyen 2013-2017.

Au premier semestre 2018 (fin de campagne 2017-2018), la demande limitée

en **poireaux** entraîne des prix bas, avec de nombreux invendus. Les volumes et les prix sont plus favorables au second semestre, période où la production est beaucoup moins représentative.

La fin de campagne 2017-2018 de l'**endive** est marquée par une consommation réduite. La nouvelle campagne commence bien en profitant de la faible concurrence du Nord.

En début d'année, le cours de l'**échalote** reste faible, plombé par des volumes trop importants. La nouvelle campagne est en revanche tonique, avec un prix en hausse régulière de juillet à décembre, face à des disponibilités réduites et à une demande à l'export plus active.

Une année correcte pour la filière lait

En 2018, les quantités de lait livrées par les producteurs bretons se réduisent de 0,8 % par rapport à 2017, avec un décrochage à partir de septembre. Ils continuent cependant de dépasser la moyenne quinquennale (+ 1,6 %). Le recul annuel est en partie dû à la diminution des productions fourragères, liée à la sécheresse estivale, même si la Bretagne n'est pas la région la plus impactée. Par ailleurs, l'effectif régional de vaches laitières faiblit de 0,6 % entre fin 2017 et fin 2018. Au niveau national, la collecte de lait se replie plus modérément (- 0,2 %), tandis qu'elle faiblit de 0,8 % en Europe.

Dans ce contexte, le prix du lait augmente. Il croît de la même ampleur en France et en Bretagne. À 340 €/1 000 l en moyenne annuelle, le prix du lait payé aux producteurs bretons dépasse de 0,8 % le bon ni-

veau de 2017 et de 1 % la moyenne 2013-2017. Ces écarts sont cependant négatifs aux deuxième et troisième trimestres.

Concernant le lait bio, le prix s'affiche en moyenne à 465 €/1 000 litres en 2018 en Bretagne, soit 38 % de plus que le lait conventionnel. Il se réduit de 0,7 % par rapport à 2017, tout en dépassant la moyenne quinquennale de 4 %. En décembre 2018, le lait bio représente 6,4 % des producteurs bretons et 3,4 % de la collecte. Cinq ans plus tôt, ces parts étaient de 3,3 % et 2 %. Selon Kantar Worldpanel, les achats de produits laitiers bio des ménages français ont augmenté en un an de 29 % pour le beurre, de 24 % pour les fromages au lait de vache et de 17 % pour le lait liquide.

Parallèlement au prix du lait en hausse, les charges d'aliments remontent régulièrement au cours de l'année. Selon l'Institut de l'Élevage, l'indice Ipampa lait de vache dépasse de 4,8 % celui de 2017 en décembre, tiré par la flambée du coût de l'énergie et par la hausse du coût de l'aliment.

Sur le marché des produits laitiers, l'écart important constaté en 2017 entre matières grasses (flambée du prix du beurre) et matières protéiques (chute du prix de la poudre de lait écrémé) se réduit. En effet, les stocks d'intervention de poudre de lait, achetés par la Commission européenne entre 2015 et 2017 (380 000 tonnes), s'écoulent progressivement au cours de l'année, sans freiner la remontée de la cotation de la poudre de lait. Par ailleurs, le prix du beurre redescend au second semestre 2018. Le marché, plus équilibré,

Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

favorise une remontée du prix du lait payé au producteur.

Stabilité des abattages de gros bovins, légère baisse des prix

En 2018, le volume de **gros bovins** abattus en Bretagne correspond à celui de 2017, comme à la moyenne quinquennale. Dans un contexte de stabilisation du marché laitier, le volume de vaches laitières abattues est comparable à celui de 2017 et inférieur de 2,6 % à la moyenne 2013-2017. La baisse de la production fourragère en 2018, liée à la sécheresse estivale, n'accélère pas les abattages, contrairement au niveau national. Les volumes de taurillons abattus dans la région augmentent faiblement.

Au niveau national, les exportations de gros bovins vivants progressent (+ 2,2 % sur 2017), de même que la consommation globale de viande bovine (+ 1,6 %).

Avec une offre en 2018 proche de celle de 2017, le prix annuel des vaches laitières de réforme est stable et ceux des autres gros bovins faiblissent légèrement. Ils restent tous inférieurs à leurs moyennes quinquennales respectives. Le prix de la vache laitière P du bassin Grand Ouest est de 2,84 €/kg, en moyenne annuelle, soit 0,1 % de moins qu'en 2017 (- 2,6 % par rapport à la moyenne quinquennale). Le prix des jeunes bovins R se réduit de 1,7 % comparé à 2017 (- 0,3 % comparé à 2013-2017). En fin d'année, les blocages des « gilets jaunes » impactent le commerce et entraînent des stocks dans les abattoirs, sans provoquer de dépression sur le marché du vif.

La tendance à la baisse du coût de l'aliment pour gros bovins depuis 2013 s'inverse en 2018. L'Ipampa croît progressivement au cours de l'année, dépassant de 1,9 % celui de l'an passé. Au dernier trimestre, il excède de 7,2 % celui de la même période de 2017 et passe au-dessus de la moyenne quinquennale pour le trimestre.

La profession s'inquiète des accords conclus ou en cours de négociation, prévoyant des importations de viande bovine en Europe. C'est le cas vis-à-vis de l'accord conclu en avril 2018 entre la Commission européenne et le Mexique, prévoyant l'ouverture du marché européen à 20 000 tonnes de viandes bovines mexicaines. À cela s'ajoute la perspective d'un accord de libre-échange avec le Mercosur, avec une entrée annuelle sur le continent envisagée par la Commission européenne de 70 000 tonnes de viande bovine. En revanche, après 17 ans d'embargo chinois sur les ventes de bœuf français, lié à la crise de la vache folle, les livraisons reprennent, en novembre, vers la Chine,

deuxième importateur mondial de viande bovine.

Le volume de **veaux de boucherie** abattus en 2018 en Bretagne recule pour la troisième année consécutive. Il se réduit de 3,2 % comparé à 2017 et de 4,3 % comparé à la moyenne quinquennale. Le prix du veau progresse peu, 1 % par rapport à 2017, mais reste inférieur à la moyenne quinquennale (- 1,4 %). Le prix moyen annuel atteint 5,66 €/kg pour le bassin Nord. En fin d'année, l'écart est négatif comparé au bon niveau du dernier trimestre 2017. Après avoir augmenté l'an dernier, le coût des aliments d'allaitement est inférieur à celui de 2017 (- 2,4 %), mais il progresse au cours de l'année.

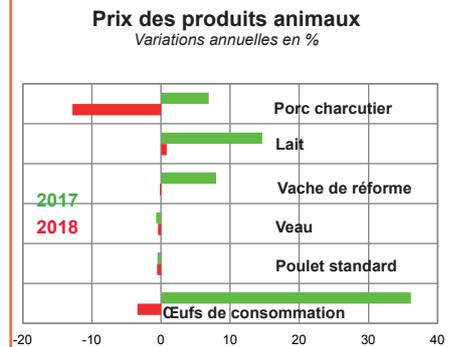
Selon l'Institut de l'élevage, les abattages nationaux de veaux de boucherie continueraient de reculer en 2019, mais dans un marché assez équilibré. En effet, si les achats des ménages chutent, la restauration hors domicile se porte bien, selon le panel Kantar.

Le prix du porc se maintient à un niveau bas toute l'année

L'année 2018 est marquée par la peste porcine africaine qui apparaît en Chine en août, puis en Belgique en septembre. Cette crise sanitaire désorganise le marché mondial, avec notamment des importations chinoises d'abord en baisse, puis en hausse sur la seconde moitié de l'année. Ceci dans un contexte de conflit commercial tendu entre les États-Unis et deux de ses partenaires importateurs, Chine et Mexique.

En Bretagne, après avoir baissé l'an dernier, le volume de porcs charcutiers abattus en 2018 gagne 0,8 % sur celui de 2017 et 2,2 % sur la moyenne 2013-2017. Il s'élève à 1,26 million de tonnes pour 13,7 millions d'animaux. Globalement, le poids moyen à l'abattage varie peu sur l'année par rapport à 2017, mais il augmente au premier semestre et diminue au second. La production est soutenue sur la première partie de l'année, alors que la demande manque de tonus, sur le marché intérieur comme à l'export. Pour l'export vers les pays tiers, la concurrence est forte avec l'Amérique, et la demande est morose, notamment de la Chine, où les prix sont au plus bas. Au second semestre, l'offre passe en dessous de celle de 2017. Au dernier trimestre, les abatteurs limitent leurs stocks, la découverte de cas de peste porcine africaine en septembre en Belgique leur faisant craindre la propagation du virus en Allemagne et en France. Durant cette même période, les blocages liés aux « gilets jaunes » désorganisent peu les enlèvements par les abattoirs, mais perturbent la mise sur le marché.

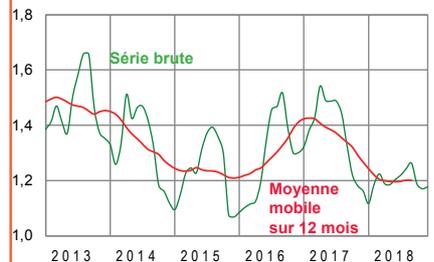
Évolution des prix en Bretagne



-20 -10 0 10 20 30 40
Porc charcutier et lait : Bretagne
Vache de réforme : bassin Grand Ouest
Veau : bassin Nord
Poulet standard et œufs de consommation : France

Prix du porc au cadran de Plérin

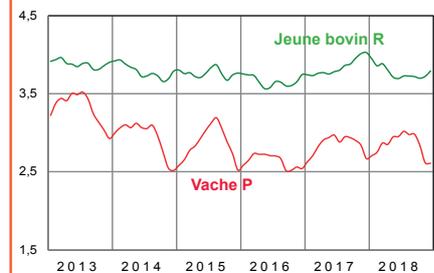
Bretagne - En euros par kg



Lecture : la moyenne mobile centrée sur juillet 2018 (1,197 €/kg) correspond à la moyenne de janvier à décembre 2018

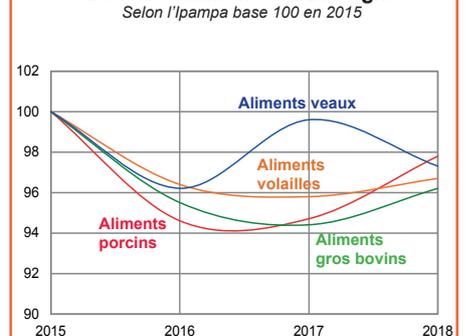
Cours des bovins - bassin Grand Ouest

En euros par kg



Coût des aliments en Bretagne

Selon l'Ipampa base 100 en 2015



Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Insee - FranceAgriMer - Marché au cadran de Plérin.

1 - L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

Face à une offre mondiale importante, notamment aux États-Unis, les cours mondiaux sont sous pression en 2018. En Bretagne, les prix se maintiennent à un niveau bas toute l'année. En moyenne annuelle, le prix de base du porc charcutier à Piérin s'établit à 1,197 €/kg, en baisse de 13 % en un an, et de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le recul va jusqu'à 18 % au premier semestre, en comparaison aux prix favorables sur cette même période en 2017.

Dans la continuité du second semestre 2017, le prix du porc descend à 1,10 €/kg fin janvier, niveau le plus bas de l'année. La hausse saisonnière traditionnellement constatée au printemps et surtout en été ne se produit pas cette année. Les niveaux les plus élevés sont de seulement 1,24 €/kg début mars et 1,30 €/kg début septembre, le dernier cours de l'année s'affichant à 1,17 €/kg.

Au niveau national, le solde du commerce extérieur de la viande de porc se détériore en poids et en valeur. La consommation globale de viande de porc progresse de 1 % en un an, mais celle des seuls ménages recule.

Parallèlement, le coût de l'aliment repart à la hausse en 2018, en particulier au second semestre, consécutivement à la sécheresse estivale et à la hausse des cours céréaliers. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais progresse de 3 % par rapport à 2017, tout en étant inférieur de 4 % à la moyenne quinquennale. Au dernier trimestre l'augmentation s'accroît, avec des évolutions respectives de + 8,8 % et + 4,6 %, pénalisant les éleveurs, déjà défavorisés par le faible prix du porc.

Une conjoncture peu favorable en volaille de chair, comme de ponte

Comme l'an dernier, le volume de poulets abattus en Bretagne augmente en 2018 (+ 3,9 %). L'évolution est moins forte en nombre de têtes (+ 0,7 %), du fait d'un poids moyen en hausse depuis 2014, de + 3,2 % entre 2017 et 2018. En septembre, le volume d'abattage chute de 8 % comparé à celui de septembre 2017, en lien avec la réorganisation de la filière grand export. Le secteur avicole breton

est en pleine restructuration. L'ancien abattoir de poulets, Tilly-Sabco International, spécialisé dans la saucisse de volaille, est mis en liquidation judiciaire en avril, aucune offre de reprise n'ayant été formulée. Par ailleurs, après sa liquidation judiciaire prononcée en avril, le volailler finistérien Doux, spécialisé dans l'export de poulets légers entiers congelés vers le Moyen-Orient, est repris en mai par un consortium réunissant principalement le groupe sarthois LDC et le saoudien Almunajem, un des principaux clients de Doux. La diminution de la production de poulets export doit être compensée progressivement par le développement de la filière poulet semi-lourd destiné à la reconquête du marché français. Au niveau national, les exportations de viande de poulet reculent pour la troisième année de suite. La perte de débouchés vers le Moyen-Orient n'est que partiellement compensée par l'essor des ventes sur le marché européen. La balance commerciale des viandes de poulet se détériore depuis 2014. Point positif, la consommation globale française de viande de poulet (y compris restauration hors foyer) continue de s'améliorer en 2018 (+ 3 %). La situation de la filière **dinde** continue de se dégrader. Le volume abattu se réduit de 1,9 % par rapport à celui de l'an passé et de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les exportations françaises de viande de dinde régressent de 12 % en 2018. Cependant la consommation nationale augmente légèrement.

Concernant les charges, le coût de l'énergie s'accroît fortement en 2018 et le coût de l'aliment augmente à nouveau, dépassant le niveau de 2017 à partir de juillet, suite à la hausse du prix des céréales. En moyenne annuelle, l'Ipampa aliment pour volaille progresse de 1 % en Bretagne (+ 5,5 % au dernier trimestre), mais reste inférieur à la moyenne quinquennale (- 4,9 %). Dans la filière intégrée, l'évolution du coût de l'aliment est répercutée sur les prix des marchés, qui augmentent au dernier trimestre. En moyenne annuelle, le cours moyen à la production en France faiblit cependant de 0,1 % pour le poulet standard (0,85 €/kg vif) et de 1 % pour la dinde (1,12 €/kg vif). Ces cours restent

inférieurs à leurs moyennes quinquennales respectives (- 4 % pour le poulet et - 5,5 % pour la dinde).

La nouvelle interprofession unique de la volaille de chair, Anvol, reconnue officiellement en septembre 2018, estime les besoins d'investissement de la filière à 2,7 milliards d'euros sur cinq ans, afin d'atteindre ses objectifs (reconquête du marché français, avec développement de la viande bio et du label rouge). Elle souhaite faire passer la part de volailles importées de 33 % actuellement à 23 % d'ici dix ans.

Après avoir augmenté en 2017, afin de satisfaire la forte demande européenne pour les œufs français, épargnés par la crise du fipronil, la production d'œufs de consommation se replie en 2018 (- 3,5 %), en particulier au dernier trimestre. Les prix à la production restent élevés au premier trimestre, dans la continuité de leur flambée observée au second semestre 2017. Puis ils passent très en dessous des prix de l'an dernier jusqu'en décembre, malgré leur remontée habituelle en fin d'année. Ils descendent également en dessous de la moyenne quinquennale sur la période de juin à août. Sur l'année, la cotation TNO Synthèse (moyenne des calibres G et M), passe à 7,7 €/100 œufs, soit 4,4 % de moins qu'en 2017, mais 17 % de plus que la moyenne 2013-2017.

Selon le CNPO (interprofession des œufs), en 2018, le nombre d'œufs issus d'élevages alternatifs, vendus dans les grandes surfaces en France, dépasse pour la première fois celui des œufs issus d'élevages en cage. Le nombre des œufs standard recule de 3,4 % en un an.

Pour en savoir plus

► **Agreste Conjoncture - Décembre 2018 - N°5** - « Bilan conjoncturel 2018 - En 2018, des récoltes pénalisées par la météo, à l'exception de la viticulture »

► **Site Draaf Bretagne - Données - Statistique agricole - Conjoncture agricole**
<http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>

Agreste, la statistique agricole



Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Service régional de l'information statistique et économique

15 avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 82 22 30

Directeur : Michel Stoumboff

Direction de la publication : Claire Chevin

Rédaction en chef et composition : Sylvie Lesaint

Rédaction : Linda Deschamps

ISSN : 2491-5033

© Agreste 2019